

Répertoire de sites internet du CIHEAM-IAMM

Mise à jour au 16 mai 2006 - http://www.iamm.fr/ress/docs/docu/repertoire_foncier.pdf



> ECONOMIE AGRICOLE ET RURALE > Foncier (69 sites)

Droit Foncier (13 sites)	Page 3
Gestion du Foncier (12 sites)	Page 7
Marché Foncier (4 sites)	Page 10
Politique Foncière (17 sites)	Page 11
Sécurisation Foncière (8 sites)	Page 15
Structure Foncière (3 sites)	Page 17

Foncier : généralités

1 - 1- Les frontières de la question foncière : Enchâssement social des droits et politiques publiques / At the frontier of land issues : Social embeddedness of rights and public policy -

Site du Colloque international sur le foncier les 17, 18, 19 mai 2006 à Montpellier (France). Ce colloque a pour objectif principal de contribuer à l'avancement de la connaissance sur la question foncière dans le contexte contemporain des pays en développement et en transition vers l'économie de marché. Il se propose également d'alimenter le dialogue entre chercheurs et praticiens pour une meilleure information des politiques publiques.

http://www.mpl.ird.fr/colloque_foncier/

Langue: français

2 - ADEF - Association des études foncières

Droit des sols, marchés des terrains, économie immobilière et politiques foncières

<http://www.foncier.org/>

Langue: français

3 - Documents de travail du Groupe " Foncier et Développement " (Réseau RéDéV)

Les documents présentés dans cette section sont organisés selon le découpage suivant: documents de législations et politiques foncières, évaluations et littérature grise, analyses de la gouvernance foncière et des politiques publiques, conflits fonciers, dimensions intra-familiales et intergénérationnelles de la question foncière, accès à la terre, mobilité et ethnicité, transactions foncières, marchés et droits délégués, systèmes fonciers et systèmes agraires, nouvelles fonctions du foncier, textes méthodologiques.

<http://www.redev.info/foncier/Doc/doc.php>

Langue: français

4 - Etudes foncières de la FAO

La série des Etudes foncières de la FAO propose une série d'analyses concises sur les questions foncières, qui sont quelquefois complexes ou controversées, dans la mesure où elles ont une incidence sur la sécurité alimentaire et le développement rural. Ces études ne cherchent pas à être exhaustives mais plutôt à refléter ce que la FAO et ses nombreux collaborateurs internationaux ont expérimenté comme 'de bonnes pratiques' pour tel ou tel aspect des questions foncières et de leur administration."

http://www.fao.org/sd/LTdirect/ltstudies_fr.htm

Langue: français

5 - International Land Coalition

"The International Land Coalition is a global alliance of intergovernmental, governmental and civil-society organizations. The Land Coalition works together with the rural poor to increase their secure access to natural resources, especially land, and enable them to participate directly in policy and decision-making processes that affect their livelihoods at local, national, regional and international levels. Although the majority of the poor are dependent on land for their income, in most cases their access to land and related resources is extremely limited and very insecure. With few, if any, assets, the rural poor frequently suffer food shortages, have little control over their livelihoods and are among the first to suffer the effects of low rainfall and declines in food production resulting from environmental"

<http://www.landcoalition.org/>

Langue: anglais

6 - Land Reform : Land Settlement and Cooperatives (FAO)

Revue de la FAO sur la Réforme agraire : Colonisation et coopératives agricoles

<http://www.fao.org/sd/LTdirect/landrf.htm>

Langues: anglais, français, espagnol

7 - Land Tenure Center (University of Wisconsin-Madison)

Centre de ressources sur les relations entre la gestion foncière et le développement économique, l'organisation socio-politique et le développement durable

<http://www.ies.wisc.edu/lc/>

Langue: anglais

8 - LРАН - Land Research Action Network

Réseau de chercheurs et de mouvements sociaux investis à la promotion et à l'avancement des droits fondamentaux à l'accès à la terre des individus et des communautés, et dans l'accès équitable aux ressources nécessaires pour mener une vie de dignité humaine.

<http://www.landaction.org/>

Langues: anglais, espagnol, portugais

9 - Multilingual thesaurus on land tenure - Thésaurus multilingue du foncier (FAO, 2003)

Suite au Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996, le service des régimes fonciers de la FAO a entrepris la mise au point d'un Thésaurus multilingue du foncier dans les langues de travail de l'Organisation, afin de contribuer à la clarté des débats sur les questions foncières ainsi qu'à l'efficacité des interventions sur le terrain. La version anglaise est disponible en ligne.

http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/005/X2038E/X2038E00.HTM

Langue: anglais

10 - Régimes fonciers (SD Dimensions FAO)

Le Département du développement durable de la FAO fournit une assistance dans quatre principaux domaines: 1) formulation de méthodologies pour les politiques foncières gouvernementales afin d'améliorer l'accès des groupes défavorisés -en particulier des femmes- à la terre; 2) formulation de politiques de marché et de transaction des terres privées et d'un appui institutionnel pour améliorer l'accès des pauvres à l'utilisation durable des ressources naturelles; 3) modification des régimes fonciers afin de promouvoir le développement rural des ressources gérées en propriété commune ou par des systèmes autochtones; 4) régularisation des régimes fonciers et services d'administration des terres.

Accès à l'information par thème.

http://www.fao.org/sd/in1_fr.htm

Langue: français

11 - SAFER - Languedoc Roussillon

Opérateur foncier rural. Développement local, achat, vente, transaction et installation sur domaines viticoles, exploitations agricoles et propriétés rurales. Conseil immobilier, transaction agricole et viticole

<http://www.saferlr.com/>

Langue: français

12 - SAFER - Sociétés d'aménagement foncier rural

La mission des SAFER, conçue initialement pour améliorer les structures des exploitations, a été élargie à partir des lois de 1990 et de 1999 (LOA-LOADT). Elles sont devenues des opérateurs fonciers polyvalents et travaillent en partenariat avec les collectivités locales pour les missions de tourisme, de protection de la nature, d'environnement et de gestion foncière

<http://www.safer-fr.com/>

Langue: français

☐ Droit Foncier (13 sites)

1 - Can land registration serve poor and marginalised groups? Summary research report (Nazneen Kanji, Lorenzo Cotula, Thea Hilhorst, Camilla Toulmin and Wray Witten, November 2005)

"Can land registration serve poor and marginalised groups? Summary Report draws on case studies in Ethiopia, Ghana and Mozambique. This research has shown that land registration is not inherently anti-poor in its impacts and that the distributional consequences of land registration depend on the design of the process and on the institutions responsible for its management. Land registration systems can be designed so as to address the risk of bias against poorer and marginalised groups. To protect and secure the land rights of these groups, attention needs to be paid to registration processes with regard to language used, registration fees, geographical accessibility; to recognising and recording "secondary" land rights; to establishing effective accountability and oversight mechanisms for the institutions implementing registration programmes; as well as to inclusive dispute settlement institutions. The study shows the need to avoid "one-size-fits-all" solutions and documents considerable experience from which to learn." (format pdf, 36 pages)

<http://www.iiied.org/pubs/pdf/full/12518IIED.pdf>

Langue: anglais

2 - Comment articuler législation nationale et droits fonciers locaux : expériences en Afrique de l'Ouest francophone (Lavigne Delville, Philippe, Etude/Document de travail IIED, 1999)

"En Afrique de l'Ouest, la complexité de la question foncière résulte de la coexistence de plusieurs systèmes de normes (coutumiers parfois islamisés, et étatiques) qui se surimposent les uns aux autres, sans que l'un puisse complètement s'imposer. Conçues sur le modèle de la propriété privée et de l'immatriculation, les législations foncières ignorent les principes juridiques des systèmes fonciers locaux et laissent l'essentiel des populations rurales dans une situation de précarité, sinon d'illégalité aux yeux de l'Etat. Issues de la colonisation et du mode de construction des Etats ouest-africains, les législations foncières, très peu modifiées aux Indépendances, se sont révélées inadaptées, sources d'incertitudes et de conflits. Cette situation a conduit les Etats africains à s'engager, dans les années 80, dans des réformes juridiques visant à sortir de ce clivage et à intégrer les droits locaux dans un cadre juridique national. Après une synthèse des acquis scientifiques actuels sur la question foncière en Afrique de l'Ouest rurale, l'auteur présente et analyse des expériences récentes, avant de tirer quelques conclusions sur les conditions d'une telle articulation entre droits coutumiers et droit positif" (format pdf, 17 pages)

http://www.gret.org/ressource/pdf/articuler_legislation_nationale.pdf

Langue: français

3 - Côte d'Ivoire: droits et pratiques fonciers et relations intrafamiliales - bases conceptuelles et méthodologiques d'une approche compréhensive (J.P. Colin, Réforme agraire, n°2, FAO, 2004)

"Cet article présente les orientations méthodologiques d'une recherche conduite en Côte d'Ivoire dans le domaine des droits fonciers, des modalités effectives de l'accès à la terre et des rapports entre accès à la terre et rapports intrafamiliaux. L'approche retenue se positionne à l'interface entre une économie institutionnelle «compréhensive», une anthropologie interactionniste et une démarche ethnographique. Ces orientations méthodologiques visent à guider une recherche empirique et contextualisée qui mobilise la thématique intrafamiliale autour de trois questions: i) les relations entre les dimensions intrafamiliales de la question foncière; ii) l'incidence que peuvent avoir les tensions foncières intrafamiliales sur les conflits fonciers extrafamiliaux; et iii) le questionnement des unités d'analyse habituellement utilisées en économie des droits de propriété et en économie des ménages, compte tenu de la dimension intrafamiliale. La première partie de cet article passe en revue la littérature économique traitant

des droits de propriété et des ménages. La seconde partie présente certaines perspectives anthropologiques pour construire la démarche orientant l'investigation empirique" (format html, 15 pages)

http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/docrep/007/y5639t/y5639t06.htm

Langue: français

4 - Droits fonciers et dimension intra-familiale de la gestion foncière. Note méthodologique pour une ethnographie économique de l'accès à la terre en Afrique. (Colin, J.P., Document de travail n°8 de l'UR REFO, mai 2004)

"Cette note présente les orientations méthodologiques d'une recherche conduite en Côte d'Ivoire dans le champ des droits fonciers, des modalités effectives de l'accès à la terre et des rapports entre accès à la terre et rapports intra-familiaux. L'approche retenue se positionne à l'interface entre une économie institutionnelle «compréhensive», une anthropologie interactionniste et une démarche ethnographique. Ces orientations méthodologiques visent à guider une recherche empirique et contextualisée qui mobilise de façon originale (à notre connaissance) la thématique intrafamiliale autour de trois questions: 1) les relations entre les dimensions intra-familiales de la question foncière et le rapport aux transferts fonciers monétaires – il s'agit de réinvestir la thématique, classique en anthropologie économique, de l'enchâssement social de l'économique, pour traiter plus spécifiquement de l'enchâssement social des transactions foncières à travers la dimension intra-familiale; 2) l'incidence que peuvent avoir les tensions foncières intra-familiales sur les conflits fonciers extra-familiaux; 3) le questionnement des unités d'analyse usuellement utilisées en économie des droits de propriété et en économie des ménages, une fois prise en compte la dimension intra-familiale—en d'autres termes, la question est de savoir si l'on peut définir de façon pertinente des «unités de patrimoine et de gestion foncière»..." (format pdf, 31 pages)

<http://www.redev.info/foncier/Doc/8Colin.pdf>

Langue: français

5 - Femmes Rurales et Transmission du Foncier (Projet FAO-Dimitra et d'ENDA PRONAT, février 2003)

Atelier International « Femmes rurales et foncier » à Thiès, du 25 au 27 février 2003 (Sénégal).

"La question foncière est cruciale pour la plupart des femmes rurales des pays du tiers monde en général, et de l'Afrique en particulier. En tant que pièces maîtresses de la production vivrière (60 à 80%) dans les pays en développement, elles ont besoin de terres pour la culture des céréales et des légumes, des arbres fruitiers et pour l'élevage, afin d'accroître leur contribution à la sécurité alimentaire mondiale..." (format doc, 10 pages)

<http://www.fao.org/Dimitra/html/en/word/femmes-et-transmission-du-foncier.doc>

Langue: français

6 - Foncier et décentralisation : Réconcilier la légalité et la légitimité des pouvoirs domaniaux et fonciers (Alain ROCHEGUDE, Bulletin de liaison du LAJP, n°26, sept. 2001)

Le droit de la terre, les droit sur les terres, qui, ensemble, constituent le Foncier, apparaissent comme un enjeu essentiel de répartition des pouvoirs en même temps que de légitimité des acteurs publics. Le monopole de l'État est-il remis en cause ou devrait-il l'être ? Telle est la question fondamentale qui est ici posée. Pour y répondre, il faut d'abord procéder à un état des lieux, avant d'aborder quelques propositions d'analyse et éventuellement de solution. Dans quelle mesure les dispositifs de décentralisation prévoient-ils la constitution d'un domaine propre à la collectivité locale, dans quelle mesure reconnaissent-ils à celle-ci une responsabilité et des compétences dans la gestion des terres, en milieu urbain ou rural, autant de questions essentielles qui se posent aujourd'hui, et qui renvoient nécessairement à une clarification ou, à tout le moins, à une interrogation sur les concepts fondamentaux du foncier que sont le domaine, public ou privé, la propriété, et plus généralement, la terre en tant que bien." (format html, 19 pages)

<http://www.ajaj.org/rochegude/texte1.htm>

Langue: français

7 - L'évolution de la tenure foncière en Égypte : de la réforme de Mehemet Ali aux lois de réforme agraire de Gamal Abd El-Nasser (L. Roudart, FAO, 2000)

"Cet article est le premier d'un ensemble de deux articles, dont l'objet est de rappeler l'évolution de la tenure foncière en Égypte au cours des deux derniers siècles, et d'analyser les effets microéconomiques et sociaux de la libéralisation récente du fermage et du métayage".

Extrait de "Réforme agraire : Colonisation et Coopératives Agricoles", n°2, 2000 (format html, 9 pages)

http://www.fao.org/DOCREP/003/X8050T/x8050t08.htm#P9_927

Langue: français

8 - La décentralisation et l'impôt sur la propriété rurale (FAO Études sur les régimes fonciers - 7, 2004)

Ce guide vise à assister les pays qui souhaitent introduire un nouveau système de fiscalité foncière ou étendre (ou réformer) les systèmes existants. Il s'adresse principalement aux administrateurs des terres qui ont la responsabilité de concevoir et de mettre en œuvre les systèmes fiscaux fonciers (format pdf, 62 pages).

Disponible également en anglais et espagnol

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5444f/y5444f00.pdf>

Langue: français

9 - Land rights for African development from knowledge to action (CAPRI Policy Briefs, February 2006)

"From October 31st to November 3rd, 2005 UNDPs Drylands Development Center and the International Land Coalition hosted a workshop: "Land Rights for African Development: From Knowledge to Action." This workshop addressed key land tenure issues in Africa that influence food security, environmental sustainability, agricultural intensification, conflict, peace building and broader rural development. It brought together a total of about sixty five practitioners, legal experts, policy makers, development partners and civil society representatives from different parts of the world. This collection of briefs summarizes select papers presented at this workshop" (format pdf, 42 pages)

http://eaces.gelso.unitn.it/Eaces/Working%20Papers/WPRAB_5_05.pdf

Langue: anglais

10 - Le système foncier au Maroc. Une sécurité et un facteur de développement durable, Au milieu urbain et rural (Mohamed M'HASSNI, Mohamed FELJY et Hamid KHALALI, 2nd FIG Regional Conference Marrakech, Morocco, December 2-5, 2003)

"La possession immobilière est perçue comme une assurance de premier ordre, un facteur d'estime sociale et un investissement sans risque. C'est une source de richesse et un respect ancestral envers la terre qui abrite les hommes. Le système foncier au Maroc est marqué par deux régimes parallèles jouant deux rôles complémentaires : le premier régit les pratiques ancestrales foncières qui sont inspirés du droit musulman selon lequel les droits sont consacrés et authentifiés par des actes adoulaïres. Le second, l'immatriculation foncière, qui a été instauré à partir de 1913, est caractérisé par la publicité et la force probante des inscriptions au livre foncier. Ce dernier système présente des avantages juridiques, topographiques, économiques et sociaux, cependant, il demeure facultatif ce qui entrave sa généralisation. La description juridique et technique de la propriété est établie par un cadastre numérique, appelé "Cadastre Juridique", qui reste sporadique du fait que l'immatriculation foncière est facultative. En fait, le Cadastre juridique fait partie de la procédure de l'immatriculation. Un autre système cadastral à caractère économique dit "Cadastre National" est mis en place pour permettre une meilleure connaissance des structures foncières, systématiquement et rapidement, il fournit un plan et un état décrivant le parcellaire des communes rurales et renseignant sur l'identité des propriétaires apparents" (format pdf, 12 pages)

http://www.fig.net/pub/morocco/proceedings/TS1/TS1_5_mhassni_et_al.pdf

Langue: français

11 - Pastoralisme et foncier : impact du régime foncier sur la gestion de l'espace pastoral et la conduite des troupeaux en régions arides et semi-arides : Actes du séminaire international du réseau Parcours (CIHEAM-IAM)

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens n°32, 1997 (format PDF, 258 pages)

"Sur les terres collectives méditerranéennes du Maghreb et du Machrek, la privatisation va bon train et conduit à une transformation rapide des paysages agraires et des modes de fonctionnement des exploitations agricoles. Allotements organisés dans le cadre de politiques agricoles volontaristes, progression occulte de la privatisation des terres aux marges de la légalité, ou rupture du consensus dans le cadre de la coutume et des usages modifient profondément les rapports entre statuts fonciers et systèmes de production dans de nombreuses régions. Mais il est des secteurs où, bien que le statut du collectif, et plus encore du domanial, reste intouchable, le mode d'accès aux ressources peut être profondément modifié par l'arrivée d'un projet technique, la réorganisation des éleveurs en coopérative, la création de points d'eau, l'ouverture d'une piste, etc. Dans le cadre de ces journées d'étude, nous nous sommes interrogés sur l'impact de ces changements, de ces ruptures et de ces transformations fortement liées au régime foncier et au mode d'accès aux ressources, sur la gestion de l'espace pastoral, sur la conduite des troupeaux et sur les stratégies nouvelles des agriculteurs. Au travers de quelques exposés, la discussion s'est élargie aux écosystèmes du nord de la Méditerranée et du sud saharien."

http://www.ciheam.org/util/search/detail_numero.php?mot=332&langue=fr

Langue: français

12 - Régime foncier et développement rural (FAO, 2003)

Ce volume fait partie de la collection "Etudes sur les régimes fonciers" mais il est conçu pour aider les personnes associées à la mise en oeuvre des projets et programmes de développement plus que celles qui s'occupent de l'administration foncière (format pdf, 62 pages)

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/Y4307F/Y4307F00.pdf>

Langue: français

13 - Terres privées, collectives et domaniales en Tunisie (M. Gharbi, FAO)

Réforme agraire : Colonisation et Coopératives Agricoles, n°1, 1998 (format PDF, 11 pages)

"Depuis l'Indépendance, la Tunisie a profondément modifié sa situation foncière. Le système hérité a été quelque peu simplifié et, aujourd'hui, on distingue les terres privées, les terres collectives et les terres domaniales. Mais certains problèmes restent à résoudre. Malgré les campagnes organisées pour encourager l'immatriculation, la moitié des terres seulement ont été immatriculées. En outre, lors des transferts de propriété, les titres qui auraient pu être enregistrés ne l'ont souvent pas été. L'Etat, de son côté, a été plutôt lent dans la privatisation des terres collectives. L'émergence des marchés fonciers a été entravée par les petits et moyens agriculteurs, peu disposés à toucher à l'héritage familial. Le morcellement des exploitations reste une grande menace. Le Gouvernement tunisien est contraint d'aborder cette série de problèmes avec un plan d'action concerté et multidimensionnel, incluant des modifications législatives, des programmes de vulgarisation, ainsi que des procédures administratives améliorées."

ftp://ftp.fao.org/sd/sda/sdaa/LR98_1/art6.pdf

Langue: français

Gestion du Foncier (12 sites)

1 - A conceptual map of land conflict management : Organizing the parts of two puzzles (Ricardo Ramirez, FAO, March 2002)

Carte conceptuelle de la gestion des conflits fonciers : Comment organiser les parties de deux puzzles (format html, 39 pages)

"Le travail de Ricardo Ramirez prend son origine dans une initiative du Service des Régimes Fonciers de la O.A.A. pour produire un document utile aux professionnels qui travaillent sur les régimes fonciers, afin de comprendre les éléments de base des conflits fonciers. Ces conflits sont un des principaux obstacles que l'on rencontre dans les programmes et projets relatifs à l'accès et la régularisation foncière dans beaucoup de pays membres de la O.A.A.. Fondé sur la révision d'une ample bibliographie sur le sujet, le travail de Ramirez analyse les principaux éléments de "substance " et du "processus " impliqués par la gestion des conflits fonciers. Utilisant une approche systémique, le travail donne une vision générale des approches et techniques actuellement utilisées pour la gestion des conflits fonciers ; il met à disposition une carte conceptuelle pour localiser les différents éléments du sujet et, sur la base des enseignements précédents, essaie de proposer un agenda pour l'avenir portant sur la recherche et l'action"

http://www.fao.org/sd/2002/IN0301a_en.htm

Langue: anglais

2 - Baux agricoles (FAO Notes sur le régimes foncieres N° 1, 2004)

"À la base de la plupart des baux agricoles, on trouve trois préoccupations partagées par preneurs et bailleurs: le risque, la sécurité et la confiance. Le succès de la relation entre le propriétaire terrien et le fermier dépend du degré de confiance qui s'est établi entre eux. Or, un accord approprié peut poser les fondements d'une telle confiance – grâce à la souplesse qu'il laisse au propriétaire terrien et à la sécurité qu'il assure au fermier. C'est ainsi que de nombreux problèmes ou différends potentiels peuvent être évités. Qu'est-ce qu'un bail? Comment doit-il être utilisé? Que faut-il faire pour établir un bail? a lease? Quels renseignements doivent figurer dans un bail? Le présent guide tente de répondre à ces questions de manière simple et directe. Il part du principe qu'on peut élaborer des contrats qui servent à la fois les intérêts du fermier et du propriétaire et qui permettent d'améliorer l'accès à la terre, la production agricole et la sécurité alimentaire" (format pdf, 25 pages)

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5513f/y5513f00.pdf>

Langue: français

3 - Développement des inégalités agricoles dans le monde et crise des paysanneries comparativement désavantagées (M. Mazoyer, INRA, 1998)

Cet article met l'accent sur la crise de la paysannerie pauvre : blocage du développement, décapitalisation et sous alimentation, les circonstances aggravantes que constituent les handicaps naturels et infrastructurels, la superficie insuffisante des terres...

<http://www.fao.org/sd/FRdirect/LTan0020.htm>

Langue: français

4 - Etats et sociétés civiles, accès à la terre et développement rural : renforcer les capacités pour de nouvelles formes de gouvernance (Conférence ICARRD, Porto Alegre, 7-10 mars 2006)

"Lutter efficacement pour réduire la faim et la pauvreté dans le monde suppose que l'on ait compris les véritables causes de l'inacceptable situation présente, liées à la mise en concurrence sur le marché mondial d'agricultures aux niveaux de productivité très différents. Des groupes sociaux entiers, des millions de producteurs perdent tout accès à la terre et aux ressources naturelles qui les faisaient vivre et les formes de production paysannes sont massivement et irréversiblement détruites. C'est parce qu'il a été historiquement prouvé que celles-ci sont les plus à même de satisfaire les besoins alimentaires de l'humanité et de préserver les ressources naturelles qu'il est urgent et capital d'enrayer ces processus. La crise économique, sociale et écologique menace la paix et la survie de l'humanité. Trouver des solutions à cette crise constitue le défi central des années à venir. Le document identifie les principaux besoins de renforcement des capacités des Etats et des sociétés civiles, nécessaires pour un développement rural durable" (format pdf, 32 pages)

States and Civil Society : Access to Land and Rural Development and Capacity Building for New Forms of Governance (Michel Merlet, Samuel Thirion, Vicent Garces)

http://www.icarrd.org/fr/icard_doc_down/Issue_Paper2.pdf

Langue: français

5 - Gestion des conflits portant sur la terre et les ressources naturelles (Réforme agraire, colonisation et coopératives agricoles n°2, FAO, 2002)

"La Division du développement rural de la FAO s'attache à approfondir la compréhension des méthodes et des pratiques de gestion des conflits fonciers. Le numéro 2002/2 aborde la gestion des conflits fonciers en Afrique, en Asie et en Amérique latine, à travers des études de cas portant sur le Mexique, le Mozambique, la Guinée-Bissau et les Philippines. Ce numéro comprend également des articles portant respectivement sur les thèmes suivants : "Gestion des conflits fonciers: définition d'un cadre conceptuel" ; "Cadre juridique et conflits fonciers: analyse du point de vue des droits de l'homme" et "Entités communautaires et régime foncier".

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/y3932t/y3932t00.pdf>

Langues: anglais, français, espagnol

6 - ICARRD - International Conference on Agrarian Reform and Rural Development (Porto Alegre, march 2006)

Site de la CIRADR - Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural. Cette Conférence, organisée conjointement par la FAO et le Gouvernement brésilien, aura lieu à Porto Alegre, au Brésil, du 7 au 10 mars 2006. Cette réunion doit servir en priorité à passer en revue les différentes expériences de réforme agraire et de développement rural dans le monde par l'analyse des impacts, des processus, des mécanismes et des acteurs impliqués en vue de développer des propositions pour le futur.

The meeting will primarily serve to review different experiences of agrarian reform and rural development processes around the world by analysing impacts, processes, mechanisms and the actors involved, in order to develop proposals for future action.

<http://www.icarrd.org/index.html>

Multilingue (6)

7 - La Gestion Foncière Urbaine à Madagascar... Un enjeu d'efficacité dans la décentralisation (Christelle Faivre, Mémoire diplôme d'ingénieur, décembre 2000)

(format pdf, 105 pages)

http://www.esgt.cnam.fr/fr/tfe/memoires/2000/00_faivre.pdf

Langue: français

8 - Land, empowerment and the rural poor : challenges to civil society and development agencies (Saturnino M. Borrás Jr., Rome, IFAD, March 2006)

This paper has been prepared for the International Fund for Agricultural Development (IFAD) as

a background paper for the IFAD Sponsored Special Event titled: "Empowering the Rural Poor through Access to Land". The Special Even is organized on the occasion of the International Conference on Agrarian Reform and Rural Development (ICARRD) in Porto Alegre, Brazil on 6-10 March 2006.

"This paper aims to raise issues for discussion and reflection about the potentially positive role of civil society organizations in framing and implementing pro-poor land policies in developing countries, and about how such a role might be sustained and enhanced. The discussion is divided into three parts. The first section briefly reviews the changed context for land reform today, identifying old and new issues that have persisted and emerged over time. It then presents the various perspectives on strategies for pro-poor land policies, identifying the distinct role assigned to civil society organizations by each perspective. This first section thus clarifies the institutional object and context of civil society collective actions around pro-poor land policies. The second section turns to focus on the role of civil society in framing and implementing propoor land policies, and on how to enhance this role. It disaggregates and differentiates civil society actors, analyze their dynamic interactions with other state and non-state actors, and raises issues and questions for discussion. The final section outlines the challenges to civil society and development agencies on how to contribute toward enhancing the role of various civil society organizations in the pursuit of agrarian reform" (format pdf, 39 pages)

<http://www.landaction.org/gallery/IFADIssuesPaperForICARRD6PDF.pdf>

Langue: anglais

9 - Le foncier-environnement, fondements juridico-institutionnels pour une gestion viable des ressources naturelles renouvelables (Université Paris I, Thèse d'O. Barrière, 1996)

Cette étude a pour ambition d'apporter des éléments de réponse en vue d'une gestion viable à long terme des ressources naturelles renouvelables au Sahel (format PDF, 133 pages)

<http://www.reds.msh-paris.fr/communication/textes/fao.htm>

Langue: français

10 - Orientations méthodologiques pour inventorier les normes et coutumes en matière de foncier pastoral : quelques enseignements de l'expérience malienne (C. Goislard, FAO, 2001)

Réforme agraire : Colonisation et Coopératives Agricoles n°1, 2001 (format html, 14 pages)

"Recueillir les normes et coutumes relatives au foncier pastoral dans un pays donné est un exercice passionnant, mais délicat, qui demande beaucoup d'attention afin de mieux comprendre les usages en vigueur, l'originalité des processus sociaux et les logiques de comportements existants. Il importe donc d'aborder ce sujet en utilisant une méthode qui, d'une part, reflète les situations présentes dans l'aire géographique choisie et, d'autre part, fournit des données permettant d'identifier les acteurs des situations étudiées. Un tel travail a été mené, de 1997 à 1999, au Mali, pour réaliser un inventaire national des normes et coutumes en matière de foncier pastoral, qui a servi de matière première à la rédaction d'un avant-projet de charte pastorale. Les orientations méthodologiques qui ont guidé la réalisation de l'inventaire des normes et coutumes en matière de foncier pastoral au Mali sont présentées ci-après."

http://www.fao.org/DOCREP/003/Y0434T/Y0434t04.htm#P13_2016

Langue: français

11 - Participation paysanne, gestion des ressources naturelles et questions foncières (F. Doligez, R. Billaz, P. Kane et B. Tallet, IRAM, 2003)

Ce dossier s'articule en trois parties : 1) Innovations paysannes et gestion des ressources naturelles, 2) La gestion territoriale des ressources naturelles : enjeux écologiques, techniques et sociétaux, 3) L'émergence des questions foncières dans les projets de développement au Burkina Faso (format pdf, 32 pages)

http://www.iram-fr.org/pdf/JE2003_III-Particip_paysanne-GRN-foncier.pdf

Langue: français

12 - Population et désertification en Tunisie au cours du XXe siècle (IRD, Laurent Auclair, 2001)

Article paru dans les Études du CEPED, n° 18 (chapitre 20) (format PDF, page 252 à 260)

"Au cours de la période récente, on peut affirmer que la désertification est moins due à l'accroissement de la population rurale et à l'augmentation de la demande en ressources naturelles qu'elle occasionne, qu'à la mise en œuvre de techniques modernes accompagnant le développement rapide de nouvelles filières de production intégrées au marché dans un contexte de transition des systèmes de régulation de l'accès aux ressources ; absence de régulation de l'usage des parcours et des nappes d'eau souterraines, effets pervers de la

politique foncière, difficultés d'application du code forestier..."

http://www.up.univ-mrs.fr/wiupenv/labo/d_lpe/ursrfd/pdf/autres/jdoaclair.pdf

Langue: français

☐ **Marché Foncier (4 sites)**

1 - Emergence, enchâssement social et involution du marché foncier. Perspectives ivoiriennes (Colin, J.P. & M. Ayouz, Document de travail n°12 de l'UR REFO, février 2005)

"Ce texte propose une contribution à la discussion des conditions d'émergence et de développement des transactions foncières en Afrique à partir du cas de la Côte d'Ivoire. La question des marchés fonciers est devenue centrale dans la réflexion économique sur le développement..." (format pdf, 34 pages)

<http://www.redev.info/foncier/Doc/12Colin%20Ayouz.pdf>

Langue: français

2 - Evaluation des domaines viticoles : explications de la hausse du prix du foncier viticole dans la vallée du Rhone (Elodie Couston, ESGT, 2002)

Ce Mémoire de fin d'études met en perspective la procédure à mettre en oeuvre pour obtenir la valeur globale d'un domaine viticole (format pdf, 79 pages)

http://mail.esgt.cnam.fr/fr/tfe/memoires/2002/02_couston_mem.pdf

Langue : français

3 - Land Market with Fragmented Landownership Rights in Bulgaria: An Institutional Approach (Violeta Dirimanova, EAAE Seminar, April 2005)

"The land restitution in Bulgaria led to a severe fragmentation in land ownership. This has an impact on the agricultural development and land market. The article investigates the land transactions on the sale and rentals markets. In order to explain the processes three new institutional economic theories will be employed: property rights theory, transaction costs theory and agricultural contract theory. First, the article reviews the appropriateness of each theory, and second, results of conducted survey in two regions of Bulgaria with different degrees of land fragmentation" (format pdf, 12 pages)

http://agecon.lib.umn.edu/cgi-bin/pdf_view.pl?paperid=17172

Langue: anglais

4 - Land reform and land markets in Eastern Europe (L. Gerber and R. Giovarelli, FAO, Réforme agraire n°1, 2005)

Réforme agraire et marchés fonciers en Europe de l'Est : rapport de situation. Article disponible de la page 64 à 77 de ce document.

Le présent article examine la situation des marchés fonciers agricoles dans 23 pays d'Europe de l'Est, en mettant l'accent sur les différences régionales. Il examine en particulier trois principaux domaines qui sont des indicateurs des progrès du développement des marchés fonciers : i) le cadre général et législatif de la réforme foncière ii) les options en matière de propriété foncière et iii) l'administration foncière, en particulier le cadastre et les titres fonciers

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/y7218t/y7218t00.pdf>

Langue: anglais

☐ **Politique Foncière (17 sites)**

1 - Agrarian reform in the context of food sovereignty, the right to food and cultural diversity : land, territory and dignity (Porto Alegre, 7-10 March 2006)

This paper has been prepared for the International conference on agrarian reform and rural development (ICARRD):

"In this paper, which provides a civil society perspective on agrarian reform and rural development, we develop the concept of food sovereignty as an overarching framework or paradigm. Food sovereignty essentially defines the policy package that would be needed so that policies of agrarian reform and rural development might truly reduce poverty, protect the environment, and enhance broad-based, inclusive economic development. The most

fundamental pillars of food sovereignty include the recognition and enforcement of the right to food and the right to land; the right of each nation or people to define their own agricultural and food policies, respecting the right of indigenous peoples to their territories, the rights of traditional fisherfolk to fishing areas, etc.; a retreat from free trade policies, with a concurrent greater prioritization of production of food for local and national markets, and an end to dumping; genuine agrarian reform; and peasant-based sustainable, or agroecological, agricultural practices." (format pdf, 29 pages)

<http://www.landaction.org/gallery/IssuePaper5sum.pdf>

Langue: anglais

2 - Analyse microéconomique de l'impact sur les revenus agricoles et de la libéralisation des prix du fermage en Égypte (L. Roudart, FAO)

L'objet de cet article est de rappeler l'évolution de la tenure foncière en Égypte au cours des deux derniers siècles et d'analyser les effets microéconomiques et sociaux de la libéralisation récente du fermage et du métayage. Extrait de :

Réforme agraire : Colonisation et Coopératives Agricoles", n°1, 2001 (format html, 15 pages)

http://www.fao.org/DOCREP/003/Y0434T/Y0434t07.htm#P5_730

Langue: français

3 - Atelier régional sur les politiques foncières en Afrique - Etude de cas : la Côte d'Ivoire (World Bank, 2002)

Cet atelier a eu pour objectif d'analyser les liens existants entre les politiques foncières et la pauvreté de la population ivoirienne en milieu rural (format PDF, 9 pages)

[http://inweb18.worldbank.org/ESSD/essdext.nsf/25ByDocName/CotedIvoirePaper-French/\\$FILE/Cote+d'Ivoire_Zalo+Leon+Desire_French.pdf](http://inweb18.worldbank.org/ESSD/essdext.nsf/25ByDocName/CotedIvoirePaper-French/$FILE/Cote+d'Ivoire_Zalo+Leon+Desire_French.pdf)

Langue: français

4 - Cahier de Propositions politiques foncières et réformes agraires (Michel Merlet, APM, Mise à jour 2004)

Ce Cahier comprend trois parties: 1) une partie d'analyse, qui rend compte des principaux débats actuels sur la question foncière en milieu rural et présente les grandes propositions qui en découlent; 2) des documents d'appui: fiches d'expériences ou entretiens avec des personnes ressources sur des situations illustrant quelques questions clefs; 3) des annexes: des références des sites WEB sur la question foncière, et quelques fiches DPH (Dialogues pour le Progrès de l'Humanité) en rapport direct avec le thème traité (format pdf, 134 pages)

http://www.iram-fr.org/pdf/Cahier_foncier_complet-Merlet-iram-APM_maj04.pdf

Langue: français

5 - EU land policy guidelines (EU task force on land tenure, juillet 2004)

Ce document dresse les projets de processus en cours de réforme de la politique foncière dans les pays en développement (format pdf, 39 pages).

Guidelines to support land policy design reform processes in developing countries.

http://europa.eu.int/comm/development/body/theme/land/docs/EU_land_guidelines.pdf

Langues: anglais, français

6 - L'optimisation de l'utilisation des ressources foncières : une question stratégique de gouvernance, qui n'est plus seulement nationale, mais aussi locale et mondiale (Michel Merlet, IRAM, 2002)

Extrait du document suivant : "Un agronome dans son siècle : actualité de René Dumont" (format pdf, 9 pages)

http://www.iram-fr.org/pdf/Art_hommagedumont_MM_septembre02.pdf

Langue: français

7 - Land reform and land markets in Eastern Europe (L. Gerber and R. Giovarelli, FAO, Réforme agraire n°1, 2005)

Réforme agraire et marchés fonciers en Europe de l'Est : rapport de situation. Article disponible de la page 64 à 77 de ce document.

Le présent article examine la situation des marchés fonciers agricoles dans 23 pays d'Europe de l'Est, en mettant l'accent sur les différences régionales. Il examine en particulier trois principaux domaines qui sont des indicateurs des progrès du développement des marchés fonciers : i) le cadre général et législatif de la réforme foncière ii) les options en matière de propriété foncière et iii) l'administration foncière, en particulier le cadastre et les titres fonciers

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/y7218t/y7218t00.pdf>

Langue: anglais

8 - Land reforms and economic development (Hans Gersbach , Lars Siemers, CEPR Discussion Paper No. 5184, August 2005)

"We demonstrate that there is a nexus between land transfers and human capital formation. A sequence of land redistributions enables the beneficiaries to educate their children and thus to escape from poverty and to overcome child labour. We find that open access to land markets should be prohibited for beneficiaries for some time. Moreover, a temporary state of inequality among the poor is unavoidable. Finally, a successful land reform allows for the transition of a society from an agriculture-based state of poverty to a human capital-based developed economy" (format pdf, 49 pages)

<http://www.cepr.org/pubs/new-dps/showdp.asp?dpno=5184>

Langue: anglais

9 - Land tenure policies in the Near East (N. Forni, Réforme agraire n° 1 , FAO, 2003)

Politiques foncières au Proche-Orient: "Le Proche-Orient englobe une zone vaste et diversifiée. La prédominance de l'Islam, et de ses divers courants, est un des facteurs d'unification de la région. Les traditions égalitaires de l'Islam ont intégré dans les premiers systèmes fonciers des principes de justice et d'équité sociales. Au XIXe siècle, l'administration ottomane a codifié les systèmes fonciers dominants en une série de réglementations qui sont encore appliquées dans une grande partie de la région, mais beaucoup d'Etats indépendants qui ont vu le jour au XXe siècle se sont lancés dans une redistribution des terres sans examiner auparavant les méthodes de privatisation en vigueur dans d'autres régions. Par ailleurs, les systèmes fonciers coutumiers, qui sont en application depuis longtemps, continuent de réglementer en grande partie l'accès à la terre et son utilisation. Les systèmes fonciers en vigueur ne répondent pas aux problèmes qui se posent depuis toujours: les ménages sans terre et les petits agriculteurs se disputent toujours quelques arpents de terres agricoles morcelées et les pasteurs perdent peu à peu le contrôle de leurs zones de pâturages traditionnelles. L'accès à l'eau est un problème de plus en plus préoccupant car le nombre d'utilisateurs augmente. Ces graves problèmes sont souvent perçus différemment par les gouvernements d'une part, et par les citoyens de l'autre. Il est donc essentiel d'appliquer une approche participative à la prise de décisions afin d'y associer les populations rurales intéressées."

http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=///docrep/005/y8999t/y8999t0f.htm

Langue: anglais

10 - Land Tenure Systems and their Impacts on Food Security and Sustainable Development in Africa (Economic Commission for Africa, December 2004)

"Recent food security crises in Africa have revived the debate on whether current land tenure systems constrain farmer innovation and investment in agriculture. Both direct and indirect linkages between land tenure and food security are suggested. Recognizing the importance of a better understanding of these linkages, the Economic Commission for Africa (ECA) undertook a study in 2002/2003 on the Impacts of Land Tenure on Food Security and Sustainable Development." (format pdf, 140 pages)

http://uneca.org/eca_resources/Publications/sdd/Land_Tenure_systems.pdf

Langue: anglais

11 - Land, empowerment and the rural poor : challenges to civil society and development agencies (Saturnino M. Borras Jr., Rome, IFAD, March 2006)

This paper has been prepared for the International Fund for Agricultural Development (IFAD) as a background paper for the IFAD Sponsored Special Event titled: "Empowering the Rural Poor through Access to Land". The Special Even is organized on the occasion of the International Conference on Agrarian Reform and Rural Development (ICARRD) in Porto Alegre, Brazil on 6-10 March 2006.

"This paper aims to raise issues for discussion and reflection about the potentially positive role of civil society organizations in framing and implementing pro-poor land policies in developing countries, and about how such a role might be sustained and enhanced. The discussion is divided into three parts. The first section briefly reviews the changed context for land reform today, identifying old and new issues that have persisted and emerged over time. It then presents the various perspectives on strategies for pro-poor land policies, identifying the distinct role assigned to civil society organizations by each perspective. This first section thus clarifies the institutional object and context of civil society collective actions around pro-poor land policies. The second section turns to focus on the role of civil society in framing and implementing propoor land policies, and on how to enhance this role. It disaggregates and differentiates civil society actors, analyze their dynamic interactions with other state and non-

state actors, and raises issues and questions for discussion. The final section outlines the challenges to civil society and development agencies on how to contribute toward enhancing the role of various civil society organizations in the pursuit of agrarian reform" (format pdf, 39 pages)

<http://www.landaction.org/gallery/IFADIssuesPaperForICARRD6PDF.pdf>

Langue: anglais

12 - Les dispositifs locaux de régulation foncière : description empirique et premières analyses (Gret – IRD – LAJP, 2002)

"Il s'agit ici d'analyser, dans des contextes précis relatifs à différents pays (voire différentes régions au sein d'un même pays), les modes effectifs de régulation foncière, et leurs relations avec le cadre légal et réglementaire : quels sont les acteurs effectivement impliqués dans la régulation foncière locale ? comment se prennent les décisions touchant au foncier et aux ressources ? quel recours est fait aux différents types d'acteurs puissants ? dans quelles conditions et pourquoi ? quels sont les effets de ces pratiques, en termes de résolution ou non des conflits ? l'ensemble produit-il une certaine régulation ou bien est-il fortement porteur de tensions et de conflits ?" (format pdf, 32 pages)

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Regulation_fonciere.pdf

Langue: français

13 - Politiques foncières (chapitre 5) extrait de "Politiques de développement agricole : concepts et expériences (FAO, Roger D. Norton, 2005)

Manuel international sur les politiques foncières : "Peu de thèmes de politique économique ont suscité autant de controverses et de conflits au fil des siècles que les régimes fonciers agricoles. Cela n'a sans doute rien de surprenant puisque, dans la plupart des pays, la terre est la principale forme de richesse des régions rurales et parfois de l'économie toute entière. Elle peut également conférer un statut social et une influence politique. De ce fait, les politiques foncières influent fortement sur le niveau de revenu des ménages et la répartition de la fortune, et même sur les structures sociales et politiques. En outre, la terre étant une ressource productive majeure quel que soit le pays, les responsables nationaux se sont souvent sentis investis du devoir de définir une politique à cet égard, et même de veiller à l'efficacité de son utilisation et de décider de ses usages. Les formes coutumières de propriété et de gestion des terres exercent également une forte influence sur les politiques foncières. Il s'agit probablement du seul domaine de la politique économique où les pratiques traditionnelles plongent leurs racines aussi loin dans le temps. Par conséquent, les idéologies et concepts relatifs à l'orientation désirable de la politique économique se combinent à de longues traditions et aux intérêts personnels vitaux d'une grande partie de la population pour former la puissante mixture que constitue une politique foncière." (format pdf, 115 pages)

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/y5673f/y5673f05.pdf>

Langue: français

14 - Politiques foncières et aménagement des structures agricoles dans les pays méditerranéens (A. M. Jouve et N. Bourderbala, CIHEAM-IAM, 1998)

Ce document reprend les textes des conférences du cours spécialisé sur les politiques foncières et aménagements des structures agricoles dans les pays méditerranéens, réalisé à l'Université Cukurova d'Adana en mai 1994, parce qu'ils paraissent susceptibles d'intéresser un large public, tant à cause de l'importance du thème foncier, relativement peu étudié, que de l'analyse comparative qui a été menée au niveau méditerranéen (Turquie, Maghreb, Europe de l'Ouest, Europe de l'Est). D'autre part, cette initiative permet de répondre au souhait des collègues turcs et l'occasion de rendre un dernier hommage à Pierre Coulomb qui a été l'organisateur et l'animateur principal de ce cours.

Cahiers Options Méditerranéennes n°36, 1998 (format PDF, 309 pages)

http://www.ciheam.org/util/search/detail_numero.php?mot=749&langue=fr

Langue: français

15 - Réforme agraire, justice sociale et développement durable (OAA, Conférence ICARRD, Porto Alegre, 7-10 mars 2006)

"Il est nécessaire de repenser le processus de transformation agraire en considérant la réforme agraire comme un vecteur stratégique du développement social et durable. Ceci a des implications pour la croissance agricole et économique en général, ainsi que pour la justice sociale et pour le développement conçu comme expansion de la liberté" (format pdf, 35 pages) Agrarian Reform, social Justice and Sustainable Development (Sergio Leite (en collaboration avec Rodrigo Àvila)

http://www.icarrd.org/fr/icard_doc_down/Issue_Paper4.pdf

Langue: français

16 - Vers la privatisation des terres: le rôle de l'Etat dans la modernisation des régimes fonciers au Maroc (FAO, Bensouda Korachi Taleb, 1998)

"Une tendance nette est apparue au Maroc en faveur de la privatisation des terres domaniales, collectives et de celles à statut religieux. Cette tendance est encouragée par des politiques et des programmes de l'Etat. Les encouragements du gouvernement à la privatisation incluent des efforts de rationalisation du processus d'immatriculation afin de le rendre plus ouvertement accessible; l'adoption des politiques visant à réduire le morcellement et à minimiser l'indivision (droits en commun) des exploitations privées afin d'en maintenir la rentabilité; la standardisation et la régulation des baux ruraux; et la transformation des terres collectives et des terres à statut religieux en exploitations privées. L'observation du comportement des producteurs ruraux révèle une hésitation de la part des tenanciers des terres collectives, si on les compare aux tenanciers privés, à entreprendre des améliorations foncières, des projets de construction et de plantation. Cela est dû à une plus grande sécurité de tenure des titulaires privés, liée au fait qu'ils ne sont pas limités dans leur prise de décisions concernant les stratégies de production et qu'ils ont un meilleur accès au crédit" (format PDF, 15 pages)

ftp://ftp.fao.org/sd/sda/sdaa/LR98_1/art4.pdf

Langue: français

17 - Zonage Agro-écologique : Directives (Bulletin Pédologique de la FAO, n°73, 1997)

"Dans la plupart des pays en développement, l'affectation des ressources en terres à divers types d'utilisation, et prioritairement à la production de nourriture, est avant tout dictée par les besoins socio-économiques de populations à croissance accélérée. Une pression démographique élevée et l'augmentation concomitante de la compétition entre les différents types d'exploitants des terres ont accru le besoin de planification et de gestion des ressources en terres. Pour les gouvernements et pour ceux qui utilisent des terres, c'est une question de la plus haute importance que de préserver les ressources en terres grâce à leur utilisation rationnelle et durable et ce, pour le bénéfice des populations présentes et à venir. Les responsables politiques et les exploitants des terres font face à deux défis majeurs: il faut renverser la tendance à la dégradation des terres que connaissent les zones déjà cultivées en améliorant les conditions et en rétablissant leur niveau de fertilité; et il faut empêcher la dégradation des ressources en terres dans les zones pionnières par une distribution équitable et par une utilisation appropriée de ces ressources, de manière à maintenir leur productivité et à minimiser leur érosion. Dans les deux cas, le facteur clé est une approche intégrée des aménagements et de la gestion des ressources en terres; cette solution garantit que les terres sont bien destinées aux utilisations générant les bénéfices les plus importants et les plus durables. La FAO a encouragé les aménagements et la gestion intégrée des ressources en terres en coopération avec des institutions régionales, avec certains pays ainsi qu'avec des exploitants agricoles"

<http://www.fao.org/docrep/w2962F/w2962F00.htm>

Langue: français

☐ Sécurisation Foncière (8 sites)

1 - Access to land : land reform and security of tenure (P. Rosset, october 2001)

"Access to land and security of tenure and access are critical elements in alleviating rural poverty and moving toward a world where food security and the absence of hunger are a reality for all. This was recognized by the governments of the world at the 1996 World Food Summit in Rome. Five years later, the time has come to review the progress that has been made by governments and by civil society actors toward improving access to land for the poor around the world. In this paper we review the original commitments made in 1996, and the overall lack of progress by governments in meeting them. We summarize the 'land problem,' with reference to the different regions of the world, and examine the case for redistributive land reform as a key element in its solution. We draw lessons from on-going land reforms and from historical experience, and conclude with a preliminary set of guidelines for future policy" (format pdf, 22 pages)

<http://www.landaction.org/gallery/Acces%20To%20Land%20Report-Rosset.pdf>

Langue: anglais

2 - Etats et sociétés civiles, accès à la terre et développement rural : renforcer les capacités pour de nouvelles formes de gouvernance (Conférence ICARRD, Porto Alegre, 7-10 mars 2006)

"Lutter efficacement pour réduire la faim et la pauvreté dans le monde suppose que l'on ait

compris les véritables causes de l'inacceptable situation présente, liées à la mise en concurrence sur le marché mondial d'agricultures aux niveaux de productivité très différents. Des groupes sociaux entiers, des millions de producteurs perdent tout accès à la terre et aux ressources naturelles qui les faisaient vivre et les formes de production paysannes sont massivement et irréversiblement détruites. C'est parce qu'il a été historiquement prouvé que celles-ci sont les plus à même de satisfaire les besoins alimentaires de l'humanité et de préserver les ressources naturelles qu'il est urgent et capital d'enrayer ces processus. La crise économique, sociale et écologique menace la paix et la survie de l'humanité. Trouver des solutions à cette crise constitue le défi central des années à venir. Le document identifie les principaux besoins de renforcement des capacités des Etats et des sociétés civiles, nécessaires pour un développement rural durable" (format pdf, 32 pages)
States and Civil Society : Access to Land and Rural Development and Capacity Building for New Forms of Governance (Michel Merlet, Samuel Thirion, Vicent Garces)
http://www.icarrd.org/fr/icard_doc_down/Issue_Paper2.pdf
Langue: français

3 - Étude sur la problématique foncière dans les périmètres irrigués au Mali (University of Wisconsin-Madison, Working paper N°50-F, 2002)

"Dans la plupart des projets outre l'accès à la terre, l'insécurité foncière est aussi liée aux vicissitudes de la production dues aux conditions d'irrigation, à l'efficacité des aménagements ainsi qu'à leurs modes de gestion... L'analyse des modes de gestion et d'exploitation appliqués par les organismes d'encadrement des divers systèmes d'irrigation et périmètres irrigués, indique une très grande disparité des règles de mise en valeur et des relations induites entre l'encadrement et les exploitants agricoles..." (format PDF, 82 pages)
http://agecon.lib.umn.edu/cgi-bin/pdf_view.pl?paperid=6643&ftype=.pdf
Langue: français

4 - Gestion des ressources naturelles et modes de sécurisation (S. Bendjaballah, 2001)

"Les réformes engagées, dans les années 80, au sujet des nouvelles formes d'appropriation des terres et de leur rentabilisation visant à renforcer la sécurisation foncière par la généralisation du recours au cadastre et à l'immatriculation, n'ont fait que reculer l'échéance du débat sur la problématique de la question foncière. Dès la fin des années 80, la question des modalités juridiques de l'accès à la terre et des modes de sécurisation se pose sous le triple effet de l'échec des politiques agraires postindépendance, de la crise économique et du désengagement de l'État. La question foncière s'impose et se pose aujourd'hui comme un objet autonome de réflexion tant pour les décideurs que pour la recherche."
Extrait de "Réforme agraire : Colonisation et Coopératives Agricoles" 2001, n°1 (format html, 11 pages)
http://www.fao.org/DOCREP/003/Y0434T/Y0434t03.htm#P6_1476
Langue: français

5 - La parité hommes-femmes et l'accès à la terre (FAO Études sur les régimes fonciers - n° 4, 2003)

"Les projets de réformes foncières et d'administration des terres peuvent défavoriser les femmes, les anciens, les minorités et d'autres groupes marginalisés. Lorsque des investissements extérieurs augmentent la valeur des terres, les femmes sont très souvent marginalisées et risquent de perdre leurs acquis et avantages... Le but de ce document est donc : de proposer aux administrateurs et autres professionnels de la terre des informations sur l'importance des questions de genre dans les projets relatifs à la terre ; et de proposer, à l'attention des spécialistes du développement et des agences d'administration de la terre, des directives destinées à protéger les droits de tous les acteurs concernés" (format pdf, 52 pages)
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/y4308f/y4308f00.pdf>
Langue: français

6 - La sécurisation foncière en Algérie : Constats et propositions provisoires (O. Bessaoud, CIHEAM-IAM-Montpellier, 2005)

"En Algérie, plus de la moitié de la surface agricole utile est de statut privé. Ce statut n'a pas freiné le processus de morcellement des exploitations et d'extension du microfondisme préjudiciable au progrès technique et à l'augmentation de la productivité du travail. Les terres du domaine privé de l'Etat (2,8 millions d'hectares) ont été attribuées en jouissance perpétuelle à des exploitants agricoles : exploitations agricoles collectives ou exploitations agricoles individuelles. Pour ces terres, il existe une séparation entre le droit de propriété (le droit sur le sol appartient à l'Etat) et le droit d'exploitation (droit portant sur l'ensemble des actifs agricoles qui est transféré aux exploitants bénéficiaires). L'auteur tire les enseignements des expériences foncières des pays industrialisés et analyse les aspects particuliers que revêt la question en

Algérie. (format pdf, 14 pages)

http://www.iamm.fr/bn/pdf/publi/bessaoud-2005-securisation_fonciere.pdf

Langue: français

7 - Politiques et pratiques pour garantir et améliorer l'accès à la terre (IIED, Conférence ICARRD, Porto Alegre, 7-10 mars 2006)

"Ce document passe en revue les politiques et pratiques récentes pour garantir l'accès à la terre aux populations pauvres. Il couvre l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie, mais se réfère aussi à certaines expériences d'Europe centrale et de l'Est et de la Communauté des Etats Indépendants. Il examine les approches changeantes de la réforme agraire, et les différents moyens pour garantir les droits fonciers et les moyens de réaliser une distribution plus équitable de la terre. Il analyse aussi la vulnérabilité de certains groupes lorsqu'ils perdent leurs droits fonciers, et la nécessité de garantir les droits fonciers pour résoudre les conflits et maintenir la paix. Il conclut avec des recommandations générales et des mesures pratiques pour protéger les droits fonciers des plus pauvres et des groupes les plus vulnérables" (format pdf, 34 pages)

Policies and practices for securing and improving access to land (Lorenzo Cotula, Camilla Toulmin and Julian Quan)

http://www.icarrd.org/fr/icard_doc_down/Issue_Paper1.pdf

Langue: français

8 - Securing land and property rights in sub-Saharan Africa: the role of local institutions (Camilla Toulmin, IIED, 2005)

"Most land in sub-Saharan Africa has no registration of who owns it or has rights to use it. Various new initiatives are underway to address this, in the belief that land registration and titling can promote investment, reduce poverty and encourage better natural-resource management..." (format pdf, 28 pages)

http://www.iied.org/Gov/mdgs/documents/mdg3/ch2_28pp.pdf

Langue: anglais

Structure Foncière (3 sites)

1 - Evolution des systèmes fonciers en Albanie: la microrégion de Preza (Tirana) (A. Civici, E. Goçaj et L. Shuke, A. Heta, B. Giorgi-Laurent et P. Groppo, Réforme agraire, FAO, 1996)

"L'Université d'agriculture de Tirana et le Service des régimes fonciers de la FAO (SDAA) ont entrepris la validation d'un outil méthodologique pour la réalisation de diagnostics des systèmes fonciers. Cet article est centré sur la microrégion de Preza, proche de la capitale Tirana. L'approche méthodologique utilisée (Diagnostic des systèmes agraires), en cours d'élaboration par la FAO, appartient à la famille des méthodes systémiques. Ces méthodes ont pour objectif d'appréhender la complexité agraire dans sa dynamique. L'attention ne porte pas seulement sur l'analyse des éléments constitutifs de la réalité agraire, mais plutôt sur leurs interactions, leurs origines et effets, pour arriver à proposer une stratégie d'action par objectifs clairement identifiés et hiérarchisés" (format html, 10 + 9 pages)

<http://www.fao.org/sd/LTdirect/LR96/groppo2.htm>

Langue: français

2 - Land fragmentation and its impact in Central and Eastern European countries and the Commonwealth of Independent States (F. Rembold, Réforme agraire n°1, FAO, 2003)

Morcellement des terres dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans la Communauté des Etats indépendants: vue d'ensemble.

"Après un demi-siècle de collectivisme, les pays d'Europe centrale et orientale et ceux de la Communauté des Etats indépendants (CEI) ont donné une grande partie des terres qui appartenaient à l'Etat à des propriétaires privés en zones urbaine et rurale. Malgré l'indéniable réussite de cette réforme, le morcellement des terres qu'elle a entraîné a des conséquences dommageables pour l'investissement public et privé, la croissance économique durable et le développement social. Les régions les plus défavorisées et les moins développées, dont l'économie dépend encore largement de l'agriculture, ont connu des taux de croissance négatifs, un chômage croissant et une accentuation de la pauvreté rurale qui ont entraîné une désintégration sociale et économique et un découragement généralisé de toutes les parties prenantes au niveau local."

http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=////docrep/005/y8999t/y8999t0i.htm

Langue: anglais

**3 - The design of land consolidation pilot projects in Central and Eastern Europe
(Etudes foncières de la FAO n° 6, 2003)**

Concevoir des projets pilotes de remembrement agricole en Europe centrale et orientale (format pdf, 58 pages)

"Dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, la structure foncière comprend encore de nombreuses exploitations petites et fragmentées. Le remembrement agricole peut être une solution efficace pour rendre l'agriculture plus compétitive et améliorer les conditions rurales. Ce guide propose des conseils aux pays qui veulent initier un projet pilote de remembrement agricole. Il montre pourquoi le remembrement agricole est important, en décrit brièvement les caractéristiques et identifie les décisions essentielles à prendre ainsi que les actions-clé nécessaires pour démarrer un projet de remembrement agricole."

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/006/Y4954E/Y4954E00.pdf>

Langue: anglais